

# BRÈVES AGRICOLES d'Ukraine

Une publication du SE de Kyiv  
Mi-juin à fin juillet 2024

## 1. Guerre & affaires intérieures

**\*Guerre :** Depuis début juillet, le port d'Odessa a de nouveau été la cible de frappes, lors desquelles trois personnes ont été tuées. Mi-juillet, dans l'oblast de Soumy (nord-est du pays), un ouvrier agricole a été tué par une frappe. Mi-juillet, un entrepôt de céréales a été touché dans l'oblast de Kherson (sud du pays).

Dans la région de Donetsk (est du pays), depuis le début de l'année, 7 bâtiments agricoles et 740 ha de blé ont brûlé du fait des bombardements russes.

**\*Vols :** La Lituanie, le Royaume-Uni et l'Ukraine travaillent depuis 2022 sur une manière de déterminer si les céréales vendues par la Russie et la Biélorussie sur le marché mondial proviennent des territoires ukrainiens occupés. Début juillet, le vice-ministre de l'agriculture Vitaliy Holovnya a déclaré que le Royaume-Uni serait en mesure de proposer un système et des méthodes de vérification d'ici la fin du mois d'août 2024. Les laboratoires chargés des contrôles à l'exportation dans les ports lituaniens seront les premiers à les mettre en œuvre.

Début juillet, les services de sécurité ukrainien (SBU) ont annoncé avoir arrêté un navire battant pavillon étranger et son capitaine dans le port ukrainien de Reni, sur le Danube : ce dernier est suspecté d'avoir aidé la Russie à exporter illégalement des céréales provenant de Crimée vers le Moyen Orient, en 2023 et 2024.

D'après le centre national de la résistance, 80 000 t de céréales ont été récoltés par l'occupant russe dans l'oblast de Donetsk.

**\*Conséquences de la situation énergétique :** La presse se fait le relais des conséquences de la crise énergétique (consécutives aux campagnes de frappes russes ciblées sur plusieurs sites énergétiques ukrainiens depuis le début de l'année 2024) pour les entreprises du secteur agro-alimentaire et pour les prix de l'alimentation. Les coupures électriques, relativement fréquentes depuis mai, ont des conséquences sur la chaîne du froid et obligent les entreprises agricoles et les industries agroalimentaires (abattoirs, laiteries, serres, boulangerie, etc.) à produire leur électricité par générateur, ce qui représente un surcoût important (entre 5 et 10%).

Des entreprises réduisent ou arrêtent certaines productions. Ainsi, les prix alimentaires des produits alimentaires transformés et des produits frais devraient augmenter, notamment à l'automne.

D'après l'union des entreprises laitières d'Ukraine, les retours de produits laitiers ont augmenté de 20 à 30% en juillet, sous l'effet conjugué des coupures d'électricité et de la canicule. En raison de la situation énergétique, l'association estime que les prix des produits laitiers pourraient augmenter de 25 à 30% d'ici l'automne.

D'après l'association ukrainienne des importateurs de poisson et de fruits de mer, le marché des produits de la mer, qui avait diminué d'un tiers depuis le début de la guerre, devrait diminuer d'un nouveau tiers en raison de la situation énergétique.

**\*Pollution des sols :** Fin juin, le projet britannico-suisse-ukrainien [GreenUkraine](#) a effectué des premiers prélèvements et analyses de 300 échantillons de sols pollués ukrainiens par des faits de guerre dans différentes régions. Sur le fondement de ces analyses, il proposera des mesures de restauration à destination des agriculteurs. Lancé fin 2023, ce projet associe des chercheurs des universités de Zürich, Soumy, Berne et de la *Royal Agricultural University* ; il est financé par l'entreprise chinoise d'origine suisse Syngenta.

D'après le directeur du département de la sûreté environnementale et de l'action minière du ministère ukrainien de la défense, depuis 2022, 17,4 Mha (soit environ 29% de la superficie totale de l'Ukraine, Crimée comprise) aurait pu être pollués par des explosifs. Sur cette surface (qui reprend l'estimation haute des surfaces agricoles et non-agricoles qui ont été temporairement occupées et qui ont pu donc être potentiellement polluées par des explosifs militaires), 3 Mha ont, depuis, été déclarées comme étant sûres (soit environ 17% de cette surface potentiellement contaminée).

Le Japon et le Cambodge ont annoncé une initiative conjointe consistant à diffuser à travers le monde leur expertise et leurs technologies en matière de déminage. Dans ce cadre, les démineurs ukrainiens devraient bénéficier de formation et de matériel de déminage.

**\*Pollution des mers :** Début juillet, dans le cadre de leur initiative commune, la Turquie, la Roumanie et la Bulgarie ont lancé des opérations conjointes de déminage de la mer Noire : trois navires éclaireurs turcs, un dragueur de mine roumain et un dragueur de mine bulgare ont ainsi quitté le port d'Istanbul pour rejoindre des eaux internationales situées à l'ouest.

L'ambassadeur d'Ukraine en Turquie a rappelé l'intention de l'Ukraine de se joindre à l'initiative. Cette initiative étant menée sous les auspices de l'OTAN, il a toutefois évoqué l'idée que cette participation pût se faire, dans un premier temps, *via* un officier de liaison.

**\*Occupation :** D'après le ministre de l'agriculture par intérim, Taras Visotskyi, l'occupation russe se traduit par une baisse des rendements des terres agricoles, en raison d'investissement moindres et d'un moins bon usage des technologies. Il rapporte que, du fait de l'occupation, les pertes de l'Ukraine dans le secteur agricole sont estimées en tout à 10 Mrd USD, dont 10 Mt de capacité de stockage et 30 000 vergers, qui représentent 28 500 ha de cultures pérennes.

Fin juillet, le gouvernement a autorisé les citoyens résidents dans les territoires libérés par l'armée ukrainienne à récolter gratuitement du bois.

**\*Coton :** Fin juillet, le ministre de l'agriculture par intérim a annoncé le lancement de l'expérimentation de la culture du coton dans la région d'Odessa, dont le but est de déterminer la variété la plus adaptée aux conditions pédoclimatiques ukrainiennes et à l'usage principal que souhaite en faire l'Ukraine, à savoir la production de poudre à canon.

**\*Ligne de front :** D'après le ministère de l'agriculture, 150 000 ha de terres ont étéensemencés dans la région de Kherson (sud du pays), soit un triplement de la surface par rapport à l'année précédente, malgré les combats et les conséquences de la destruction du barrage de Khakovka.

**\*Paix :** A l'issue du premier sommet pour la paix qui s'est tenu en Suisse les 15 et 16 juin, un communiqué a été adopté, qui comprend notamment un paragraphe sur la sécurité alimentaire :

*Secondly, global food security depends on uninterrupted manufacturing and supply of food products. In this regard, free, full and safe commercial navigation, as well as access to sea ports in the Black and Azov Seas, are critical. Attacks on merchant ships in ports and along the entire route, as well as against civilian ports and civilian port infrastructure, are unacceptable*

*Food security must not be weaponized in any way. Ukrainian agricultural products should be securely and freely provided to interested third countries.*

Une conférence dédiée à la sécurité alimentaire devrait être organisée en Turquie avant le second sommet pour la paix.

Mi-juillet, dans le cadre d'une rencontre en marge du sommet de l'OTAN avec le président ukrainien Volodymyr Zelensky, le service de presse du président turc Recep Tayyip Erdogan a annoncé que la Turquie avait repris ses efforts pour rétablir l'initiative pour les céréales dans la mer Noire des Nations unies (BSGI).

L'ambassadeur d'Ukraine en Turquie a expliqué fin juillet que l'Ukraine travaillait actuellement, en lien avec la Turquie, à une nouvelle route commerciale maritime en mer Noire, plus directe que celle mise en place en août 2023 (qui passe par les eaux territoriales roumaines, bulgares et turques) à la suite de la suspension de la BSGI. Il a toutefois déclaré que, contrairement à ce qui prévalait dans cette première initiative, l'Ukraine « n'accepterait jamais » qu'il y ait des contrôles ou des inspections des bateaux l'empruntant.

**\*Grain from Ukraine :** Mi-juillet, 1 000 t de farine de blé ont été acheminés vers la bande de Gaza, première tranche d'une livraison consistant en tout en 7 000 t de farine et 750 t d'huile.

Début juillet, le chef du bureau présidentiel, Andriy Yermak, a déclaré dans une entrevue que l'Ukraine prévoyait d'étendre la liste des pays pouvant bénéficier de cette initiative. Haïti, le Tchad, le Cameroun et la Tanzanie pourraient venir compléter la liste des pays bénéficiaires.

**\*Mobilisation :** Mi-juin, le ministre de l'agriculture par intérim a annoncé que, avec la nouvelle loi, le secteur agricole bénéficierait de trois dérogations : (i) compte tenu de l'imminence de la moisson, l'extension automatique pour les agriculteurs des exemptions accordées sous le précédent régime pour trois mois supplémentaires (alors qu'elles prenaient fin en mai 2024 du fait de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur la mobilisation), (ii) l'amélioration du régime dérogatoire pour les entreprises reconnues comme étant critiques pour l'économie ukrainienne, dont celles liées à l'agriculture, et qui donne désormais des exemptions pour 12 mois (contre 6 mois précédemment) et (iii) la possibilité de bénéficier d'une exemption en raison de sa profession, dont plusieurs sont liées au secteur agricole (ex. agronome, conducteur de machine agricole, vétérinaire).

Toutefois, d'après la confédération agraire ukrainienne, 3 millions de postes, dont 70% d'agriculteurs ou d'ouvriers agricoles, seraient vacants dans le secteur agricole.

D'après la banque nationale d'Ukraine (NBU), du fait du manque de personnel, les entreprises du secteur privé augmentent leurs salaires.

**\*Lutte anti-corruption :** Mi-juin, le bureau anti-corruption (NABU) et le parquet anti-corruption (SAPO) ont expliqué avoir découvert un système de corruption et de blanchiment d'argent qui aurait fonctionné entre 2015 et 2018. Impliquant le gérant d'une *agroholding*, il aurait bénéficié le chef des services fiscaux d'Ukraine à hauteur de 21 MEUR. Les cas de ces deux suspects ont été transmis à la justice.

Fin juin, l'ancien directeur général de l'entreprise d'Etat *Okhtyrka Grain Processing Plant* a été condamné *in absentia* à 9 ans de prisons pour s'être accaparé des graines de tournesol pour une valeur de 3,2 MUAH (environ 70 000 EUR).

**\*Assurances :** Lors de la conférence pour la reconstruction de l'Ukraine qui s'est tenue à Berlin mi-juin, la compagnie d'assurance Aon a annoncé le lancement d'un programme d'assurance contre le risque de guerre, avec le soutien de la *US International Development Finance Corporation*. Ce programme consiste, d'une part, en une facilité de réassurance pour les compagnies d'assurance ukrainienne (dotée de 50 MUSD) et, d'autre part, en un programme permettant de couvrir les infrastructures dans les secteurs de l'agriculture et de la santé contre le risque de guerre (doté de 300 MUSD).

Début juillet, le fabricant ukrainien d'équipement élévateur KMZ Industries et la compagnie d'assurance ukrainienne ARX ont signé un accord sur la fourniture d'une police d'assurance couvrant les élévateurs contre les risques militaires (compensation financière pour l'endommagement ou la destruction, directs ou indirects, d'un élévateur par fait de guerre). Les frais seront calculés au cas par cas.

## 2. Production et politique agricoles

**\*Changement climatique :** Après un printemps relativement chaud et sec, la fin du mois de juin et le mois de juillet ont été les plus chauds et les plus secs de ces dix dernières années (+3,5 °C par rapport à la moyenne des mois de juillet ; précipitations atteignant seulement 5,4% de la moyenne).

Si cette météo était favorable pour les travaux de moissons, elle a eu des conséquences sur la qualité et la quantité de plusieurs grandes cultures, en particulier le tournesol, le maïs et le soja, ainsi que sur plusieurs celles de plusieurs récoltes de fruits et de légumes. D'après le centre ukrainien hydrométéorologique, les pertes de rendements pour le tournesol et le maïs pourraient atteindre 20 à 30%.

Yuri Kormyshkin, propriétaire de PAEK (*agroholding* cultivant 43 000 ha dans les régions méridionales de l'Ukraine, notamment pour des céréales, des oléagineux ainsi que des légumes), a rapporté le cas de légumes « cuisant » aux champs, conséquence de la combinaison de la sécheresse (la température du sol atteindrait 68-70°C) et de l'absence d'irrigation due aux coupures d'électricité.

**\*Prévisions pour la récolte 2024/2025 :** Fin juillet, du fait de la sécheresse, l'UGA (associations des céréaliers ukrainiens) a revu ses prévisions à la baisse pour la nouvelle récolte de maïs, de tournesol et de soja, qui n'est pas compensé par les hausses de production pour le blé et l'orge. *In fine*, les exportations devraient baisser de 2,5 Mt pour atteindre 41 Mt, soit environ 60% de la production.

	2023/2024	2024/2025 (UGA)	
		Ancienne	Nouvelle
<b>Maïs</b>	29,6	25,5	23,4
<b>Blé</b>	22	19,1	19,8
<b>Orge</b>	5,8	4,6	4,95
<b>Tournesol</b>	14,2	13,7	12,8
<b>Colza</b>	4,3	4,3	4,3
<b>Soja</b>	4,9	5,5	4,8
<b>Total</b>	<b>82,6</b>	<b>74,6</b>	<b>71,8</b>

**\*Moissons d'été 2024 :** Fin juillet, le ministère de l'agriculture annonçait que 5,9 Mha avaient été moissonnés, permettant de récolter 19,2 Mt de céréales et 3,1 Mt d'oléagineux. D'après l'académie nationale des sciences agraires de l'Ukraine (NAAS), la qualité du blé est satisfaisante.

	Surface (ha)	Volume (t)
<b>Blé</b>	3,5 M	14,7 M
<b>Orge</b>	1,0 M	3,8 M
<b>Pois</b>	190 000	416 000
<b>Colza</b>	1,1 M	3,0 M
<b>Total</b>	<b>5,9 M</b>	<b>22,3 M</b>

**\*Priorités de développement agricole :** Début juillet, [dans une entrevue à Ukrinform](#), le ministre de l'agriculture par intérim, Taras Visotskyi, a déclaré que, selon lui, les trois secteurs agro-industriels les plus prometteurs étaient : (i) l'énergie mentionnant notamment le potentiel en matière de biométhane (qui serait de 10 Md de m<sup>3</sup> mais qui nécessiterait au moins 20 Mrd USD d'investissement) ; (ii) les acides aminés et les protéines végétales et (iii) les produits issus de l'agriculture biologique.

**\*Blé :** Mi-juillet, le ministre de l'agriculture par intérim et plusieurs représentants professionnels du marché du blé (*American Chamber of Commerce, European Business Association, céréaliers, meuniers, boulangers, etc.*) ont signé un mémorandum pour l'année 2024/2025. Ce document publie les prévisions des acteurs du secteur sur les grands équilibres du marché (production, consommation, production). Cette pratique, habituelle depuis une dizaine d'année, a une valeur symbolique.

Le ministre par intérim a saisi cette occasion pour rappeler que, depuis l'invasion, la consommation intérieure de blé avait baissé de 8 à 6,2 Mt.

**\*Colza :** Mi-juillet, l'association professionnelle *Ukroliyaprom* a annoncé que, en 2023/2024, l'Ukraine avait exporté 422 000 t d'huile de colza, une quantité record, vers l'Asie (Chine, Malaisie, Singapour) et l'UE. Cela correspond à la priorité du gouvernement et du secteur agricole ukrainien de réduire les exportations de graines d'oléagineux (colza, soja) pour exporter davantage de produits transformés (huile, tourteaux), sur le modèle du tournesol (dont la grande majorité des graines est transformée en Ukraine).



**\*« Plan Ukraine » :** Fin juillet, le gouvernement a validé le projet de stratégie pour l'agriculture et le développement rural d'ici 2030 après avoir mené des consultations avec des partenaires. La stratégie fait désormais l'objet d'une consultation des autres ministères, avant de pouvoir être adoptée définitivement par le gouvernement.

Fin juillet, la Rada a adopté en première lecture la loi modernisant le registre agricole de l'Etat (SAR/DAR).

L'adoption définitive de ces deux textes d'ici la fin de l'année 2024 est une des deux conditionnalités figurant dans le « Plan Ukraine » du gouvernement, qui pose les conditions d'octroi des financements de la « Facilité Ukraine » de l'UE.

**\*Foncier agricole :** D'après l'école d'économie de Kyïv (KSE), au mois de mai 2024, le prix des terres a atteint 45 000 UAH par ha (environ 1 000 EUR), soit le prix le plus élevé depuis la libéralisation du marché foncier en juillet 2021. Cette augmentation serait due à l'entrée en vigueur de la seconde phase de la réforme foncière, le 1<sup>er</sup> janvier 2024, qui autorise les personnes morales ukrainiennes à acheter des terres dans la limite de 10 000 ha et supprime la limite d'achat de 100 ha pour les personnes physiques.

Le gouvernement a confié au fonds de propriété de l'Etat (SPFU) la gestion de 104 000 ha lui appartenant, afin de les intégrer à une « banque de terres » (*Land Bank*). Ces terres seront mises en location par enchères. Les baux seront de 14 ans pour les cultures annuelles et de 25 ans pour les cultures pérennes. Expertise France aidera le SPFU à mettre en œuvre ce projet via un projet d'assistance technique.

**\*Indications géographiques :** Mi-juillet, à la suite de l'enregistrement auprès du service fédéral de la propriété intellectuelle de Russie (*Rospatent*) de l'indication géographique « cerise de Melitopol » (*Мелітопольська черешня*, qui couvre une zone de production située dans l'oblast de Zaporijjia, au sud-est de l'Ukraine, actuellement en partie occupé), le ministère ukrainien de l'économie a appelé l'assemblée générale de l'OMPI à répondre à cette appropriation par la Russie et a indiqué qu'il utiliserait tous les moyens légaux dont il dispose pour s'y opposer.

Fin juillet, l'office national ukrainien pour la propriété intellectuelle et l'innovation a enregistré une nouvelle indication géographique « la pastèque de Kherson » (*Херсонський кавун*).

**\*Rentabilité :** D'après une étude du ministère de l'agriculture, de l'UCAB (association qui rassemble les *agroholdings* ukrainiennes) et de la *Global Facility for Disaster Risk Reduction and Recovery* (GFDRR, qui dépend de la Banque mondiale) publiée mi-juin, en 2024, malgré l'amélioration de la situation depuis juillet 2023 (grâce au rétablissement des voies d'exportation et à la baisse consécutive des coûts logistiques), la culture de la plupart des céréales ne sera pas rentable et celle des oléagineux sera minimale. Concernant les filières d'élevage, elles demeureraient toutes rentables, sauf la production de viande bovine.

**\*Fiscalité :** Plusieurs organisations professionnelles agricoles ukrainiennes (notamment le forum agricole ukrainien, l'UCAB et le conseil agricole ukrainien) ont signifié leur opposition au projet de loi d'augmenter la fiscalité sur le carburant, qui devrait plus que doubler à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2024. Ils ont notamment mis en avant le fait que les agriculteurs ukrainiens seraient désavantagés par rapport à leurs concurrents européens. Par conséquent, le comité de la fiscalité de la Rada a mis en place mi-juillet un groupe de travail pour réfléchir à des dispositions permettant d'exempter le secteur agricole d'une partie de cette hausse.

### 3. Commerce international agricole

**\*Contrôle de changes :** Début juillet, à la suite d'une demande des associations professionnelles transmise par le gouvernement, la banque nationale d'Ukraine (NBU) a assoupli plusieurs mesures de contrôle de changes (prises à cause de la guerre). Notamment, le délai de retour des gains de change a été étendu de 90 à 120 jours pour les exportateurs de céréales et d'oléagineux.

**\*Nouvelle route maritime ukrainienne :** Entre août 2023 et juin 2024, l'Ukraine a exporté via la nouvelle route maritime ukrainienne 60 Mt de marchandises, dont 40,6 Mt de biens agricoles, vers 46 pays.

**\*Point sur les exportations de céréales et d'oléagineux ukrainiennes :** En tout, ce sont 67,4 Mt de céréales et d'oléagineux (y compris transformés) qui ont été exportés lors de la saison 2023/2024. Ce volume est proche de celui de la saison précédente 2022/2023 (sachant qu'il y avait eu un effet de rattrapage, du fait du blocus maritime russe sur les cinq derniers mois de la saison 2021/2022).

La nouvelle saison a commencé avec un mois de juillet dynamique (cf. graphiques *infra*).

### 4. Affaires européennes

**\*Adhésion à l'UE :** La tenue le 25 juin de la première conférence intergouvernementale entre l'Ukraine et l'UE, à Luxembourg, a marqué le lancement officiel des négociations d'adhésion.

**\*Mesures commerciales autonomes de l'UE :** La presse a reporté la réimposition par l'Union européenne de droits de douanes sur les importations en provenance d'Ukraine (d'avoine, à partir du 19 juin, puis d'œufs et de sucre, à partir du 2 juillet).

**\*Négociations agricoles :** Début juillet, [dans une entrevue à Ukrinform](#), le ministre de l'agriculture par intérim, Taras Visotskyi, a mis en balance l'application des normes de production agricoles au secteur agricole ukrainien avec le soutien financier qui sera apporté et les périodes de transition qui seront accordées. Il a insisté sur le fait que, d'après lui, les agriculteurs ukrainiens et européens « ne sont pas des adversaires mais des partenaires ».

Il a estimé que, dans la reprise des politiques européennes, les plus compliquées seraient les politiques de développement rural, estimant que l'Ukraine a déjà fait des progrès significatifs en matière de normes de production (prenant pour preuve le fait que les producteurs ukrainiens respectaient déjà des normes de commercialisation pour plusieurs produits).

En matière de reprise de l'acquis européen, il a déclaré que, à court terme, les trois priorités étaient (i) la modernisation du registre agraire de l'Etat (SAR/DAR), (ii) l'adoption de la loi sur la santé végétale et (iii) la réforme de la réglementation viti-vinicole. A moyen terme, les trois priorités sont (i) les normes de production en matière de bien-être animal, d'alimentation animale et de médicaments vétérinaires; (ii) l'institution d'une agence des paiements et (iii) la révision de l'accord d'association, estimant que cette révision devrait valoir jusqu'à l'adhésion de l'Ukraine à l'UE.

**\*Allemagne :** Début juillet, dans le cadre de la coopération germano-ukrainienne pour l'agriculture biologique (dont la deuxième phase a été lancée en 2016), la fondation allemande pour le futur de l'agriculture a lancé un programme d'aide pour prendre en charge les coûts de certifications pour les petits producteurs en agriculture biologique (pour un montant maximal de 1 200 EUR et des surfaces cultivées inférieures à 100 ha pour les terres arables, 10 ha pour les baies et 1 ha pour les maraîchers).

**\*République tchèque :** Mi-juillet, lors d'une réunion bilatérale les gouvernements de l'Ukraine et de la République tchèque, les ministères de l'agriculture sont convenus d'approfondir leur coopération (notamment en matière d'adhésion à l'UE, d'aquaculture et de normes de commercialisation SPS) et d'établir une plate-forme de coopération entre les associations professionnelles agricoles.

**\*Danemark :** Fin juin, une délégation ukrainienne composée d'experts du ministère de l'agriculture et des services du Premier ministre a effectué un voyage d'études au Danemark dans le cadre de leur coopération stratégique sectorielle en matière agricole.

## 5. Affaires étrangères

**\*FAO :** Fin juillet, à la demande du ministère de l'agriculture ukrainien et avec le soutien du Canada et de la fondation australienne Minderoo, la FAO a également lancé un programme pour fournir 7 000 bâches pour le stockage temporaire de céréales aux agriculteurs situés dans les oblasts orientaux.

La FAO prévoit de distribuer 245 générateurs (pouvant aller jusqu'à une capacité de 440 kW) à des petites et moyennes entreprises du secteur agricole et agroalimentaire. Fin juillet, la fourniture de 17 générateurs électriques (d'une capacité allant de 27 à 88 kW), financés par le ministère de l'agriculture allemand, a été soulignée.

**\*PAM :** Dans une entrevue publiée mi-juillet, la directrice adjointe du PAM en Ukraine, Marianne Ward, a déclaré que le PAM estimait que l'alimentation de 400 M de personnes dépendent de la production agricole ukrainienne. En outre, elle a précisé que, depuis février 2022, le PAM avait investi 1,2 Mrd USD dans l'économie ukrainienne, dont 522 MUSD par l'achat direct pour ses programmes.

**\*États-Unis :** D'après l'USAID, son initiative pour la résilience de l'agriculture en Ukraine (AGRI-Ukraine) lancée en juillet 2022 a permis d'attirer plus de 510 MUSD d'investissements privés et 350 MUSD de financements publics étatsuniens dans le secteur agricole ukrainien.

Fin juin, l'USAID a annoncé que 9 500 cultivateurs de céréales et d'oléagineux, cultivant entre 5 et 500 ha, recevrait des fertilisants pour leurs cultures d'automne. Chaque bénéficiaire recevra 1 t de NPK.

Mi-juillet, une nouvelle pilotine financée par l'USAID a été mise en service dans un des ports ukrainiens du Danube.

**\*Mexique :** Mi-juillet, le ministre de l'agriculture par intérim a rencontré le nouvel ambassadeur du Mexique en Ukraine, évoquant l'approfondissement du commerce bilatéral de produits agricoles et d'engrais, ainsi que l'élaboration d'une feuille de route de coopération.

**\*Chine :** Fin juillet, à l'occasion d'une rencontre avec son homologue ukrainien, le ministre chinois des affaires étrangères, Wang Yi, a annoncé l'intention de la Chine d'augmenter ses importations de céréales depuis l'Ukraine.

**\*Canada :** Le 1<sup>er</sup> juillet 2024, l'accord de libre-échange entre l'Ukraine et le Canada (CUFTA), signé en septembre 2023, est entré en vigueur. Il remplace l'accord de 2017.

**\*Japon :** Mi-juin, le ministère ukrainien de l'agriculture, le ministère ukrainien de l'éducation et l'agence de coopération internationale du Japon (JICA) ont lancé un projet de soutien à la formation et à l'équipement des petits producteurs ukrainiens de fruits et légumes, en particulier les femmes.

## 6. Entreprises, marchés agricoles et infrastructures

**\*Vitagro :** Vitagro (qui cultive 85 000 ha pour la production de céréales, d'oléagineux, de légumes, ainsi que pour l'élevage porcin et de vaches laitières) a annoncé mi-juin lever 110 MEUR pour développer son unité de méthanisation située dans la région de Khmelnytskyi.

**\*MHP :** Dans le cadre du développement de son activité de plats cuisinés, MHP (une des plus grandes *agroholdings*, qui cultive 362 000 ha, principalement pour la production de viande de volailles) a annoncé étendre sa surface en légumes à 250 ha.

**\*Astarta:** Astarta-Kyiv (une des plus grandes *agroholdings* ukrainiennes, qui cultive plus de 215 000 ha pour la production conventionnelle et biologique de céréales et d'oléagineux (soja et colza), de sucre, de produits laitiers, de viande bovine et de bioénergie) a annoncé avoir exporté 1,26 Mt de produits agricoles en 2023/2024, à destination de l'Europe, du Moyen-Orient, de l'Afrique et de l'Asie.

**\*Continental Farmers Group:** Continental Farmers Group (une des plus grandes *agroholdings*, détenue par le fonds souverain saoudien, et qui cultive 195 000 ha de terres pour la production de céréales et d'oléagineux) a acquis un élevateur situé dans la région de Lviv, d'une capacité de stockage de 120 000 t.

**\*Elicit plant:** Mi-juillet, le ministre de l'agriculture par intérim, Taras Visotskyi, et le service économique de l'ambassade de France ont inauguré l'événement organisé par l'entreprise Elicit Plant dans le cadre de son projet d'essais d'intrants permettant de lutter contre le stress hydrique en grande culture (sur 20 000 ha, répartis dans 123 fermes). Ce projet est financé par le gouvernement français dans le cadre du [fonds d'études et d'aide au secteur privé \(FASEP\)](#).

## 7. Enjeux sanitaires et phytosanitaires

**\*Rage:** Fin juin, une vache est morte de la rage dans l'oblast de Soumy (nord-est du pays). Fin juillet, c'est dans la région de Kharkiv (nord-est du pays) qu'un cas de rage a été déclaré. Des mesures de quarantaine et d'éradication ont été décidées en conséquence.

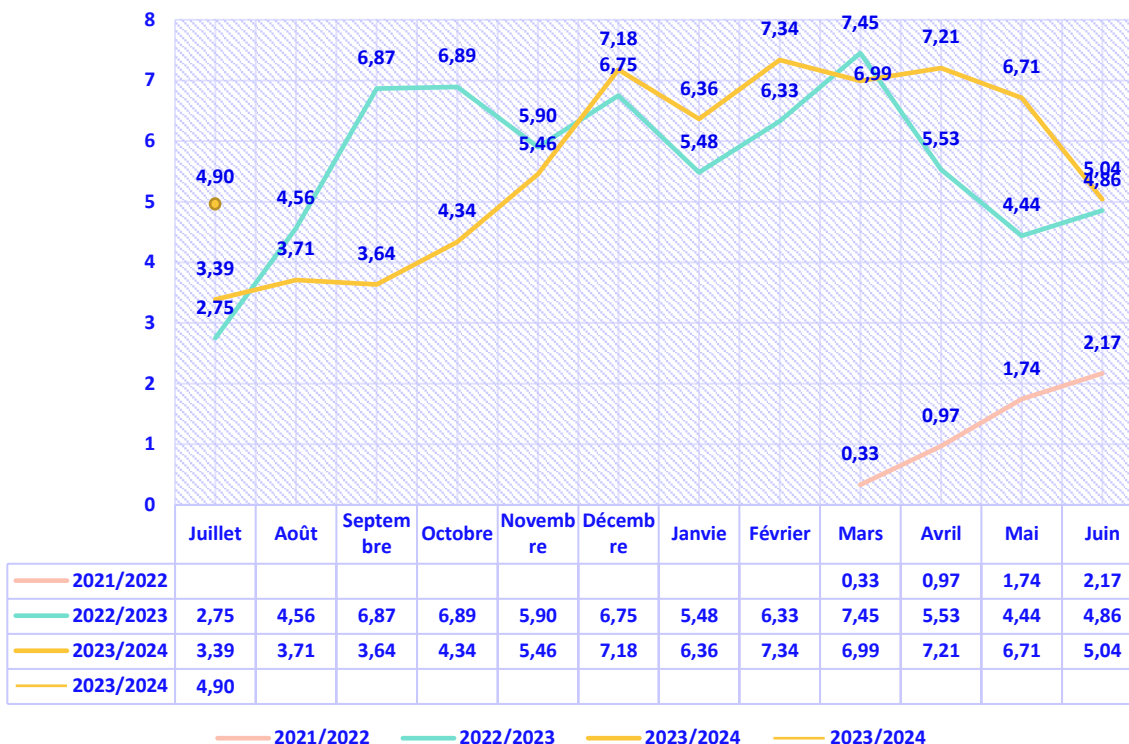
**\*PPA:** Mi-juillet, deux foyers de peste porcine africaine (PPA) sur des animaux domestiques (l'un dans un ménage rural, l'autre dans un élevage non-déclaré) ont été découverts dans l'oblast de Kyïv (centre-nord du pays). Fin juillet, deux nouveaux foyers de PPA ont été découverts dans la région de Poltava (est du pays), l'un dans un élevage, l'autre en forêt. Des mesures de quarantaine et d'éradication ont été décidées en conséquence.

## 8. Moldavie

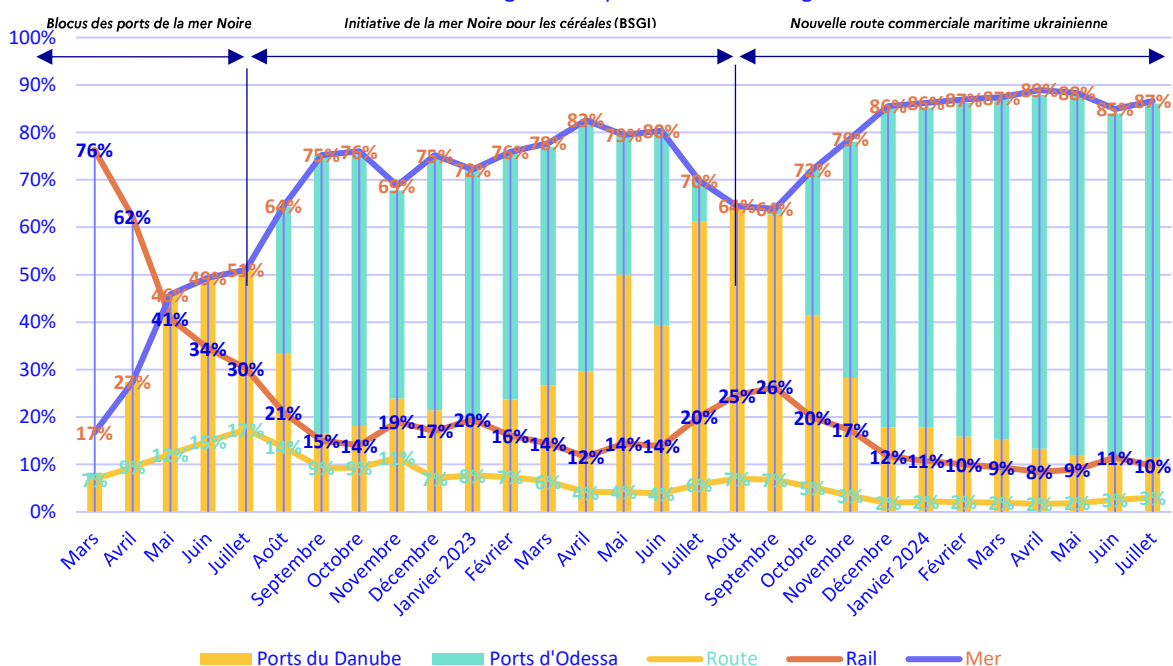
**\*Ukraine:** A la demande de leurs agriculteurs, les autorités moldaves réfléchissent à reconduire leur système de licences d'importation, qui a expiré en juin, pour les céréales et les graines de tournesol provenant d'Ukraine.

Début juillet, le Parlement moldave a décidé d'exempter les céréales ukrainiennes transitant par le territoire moldave, d'inspection par l'agence nationale de sécurité sanitaire des aliments.

### Exportations ukrainiennes de céréales et d'oléagineux par mois depuis le début de la guerre (Mt)



### Utilisation des différentes routes commerciales pour les exportations ukrainiennes de céréales et d'oléagineux depuis le début de la guerre



Source : SE de Kyiv avec des données Soufflet négoce by InVivo

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique de Kyiv  
[jean.lanotte@dgtresor.gouv.fr](mailto:jean.lanotte@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : SE de Kyiv